



Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles
Bureau: 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne Cedex
Tel : 33 (0)1 43 94 72 59 Email: AGTER@AGTER.org Web: <http://www.agter.asso.fr/>

RAPPORT D'ACTIVITES

2012

Version pour validation lors de l'AG de 2013

I. VIE ASSOCIATIVE ET FONCTIONNEMENT.....	3
A. MEMBRES.....	3
B. CONTRIBUTEURS ET TRADUCTEURS BÉNÉVOLES.....	3
C. ACTIVITÉS STATUTAIRES.....	3
D. ÉQUIPE SALARIÉE ET CONSULTANTS.....	4
E. STAGES.....	4
F. FINANCEMENTS OBTENUS EN 2012.....	5
G. RECHERCHES DE FINANCEMENTS.....	6
II. CHANTIERS THÉMATIQUES PRIORITAIRES.....	7
A. ACCAPAREMENTS FONCIERS.....	7
B. GOUVERNANCE DES FORÊTS.....	11
III. AUTRES CHANTIERS THÉMATIQUES.....	12
A. POLITIQUES FONCIÈRES EN EUROPE.....	12
B. POLITIQUES FONCIÈRES EN AFRIQUE.....	13
C. GOUVERNANCE DE L'EAU.....	14
IV. AUTRES TRAVAUX ET AUTRES ACTIVITÉS.....	15
A. VOYAGE D'ÉTUDE DE DEUX GROUPES DE TECHNICIENS, PRODUCTEURS ET UNIVERSITAIRES CUBAINS AU NICARAGUA.....	15
V. IMPLICATION D'AGTER DANS DES DYNAMIQUES ET DES ESPACES COLLECTIFS.....	15
A. GROUPES DE RÉFLEXION.....	15
B. PLATEFORMES ET COLLECTIFS EN FRANCE.....	16
C. PLATEFORMES INTERNATIONALES.....	16
VI. OUTILS PERMANENTS DE DIFFUSION ET DE COMMUNICATION.....	17
A. RÉUNIONS THÉMATIQUES D'AGTER.....	17
B. BULLETIN D'INFORMATION ET LISTE D'INVITATION AUX RÉUNIONS THÉMATIQUES.....	17
C. SITES INTERNET DE L'ASSOCIATION.....	18
D. COMMUNICATION EN DIRECTION DES MEMBRES.....	19
E. PUBLICATIONS À L'ACTIF DES MEMBRES D'AGTER EN 2012.....	19
VII. ANNEXE.....	21

I. Vie associative et fonctionnement

A. Membres

En 2012, cinq nouveaux membres ont intégré l'association : Eduardo Baumeister (argentin, résident au Nicaragua), Florence Bron (française, résidente au Niger), Céline Fabre, Gérard Leras et Cécile Pinsart, tous trois français et résidents en France. AGTER compte ainsi 69 membres à la fin de l'année 2012.

Nous remercions les collaborations bénévoles de Lisa Gauvrit qui a poursuivi le travail engagé en 2011 sur le dossier « Politiques foncières rurales en France » en animant un travail de réflexion collective avec des membres de l'association et des experts du réseau, un exemple du travail qu'AGTER veut développer au sein de son réseau, et d'Elisabeth Muller pour le travail de comptabilité qu'elle réalise bénévolement, une contribution essentielle au bon fonctionnement de l'association.

Nous remercions Hélène Roux, Thierry Ruf, Michel Laforge, Joseph Comby, Pierre Merlet, Leticia Merino et Mamy Rakotondrainibe pour les articles qu'ils ont écrits en 2012 pour le site d'AGTER ou qu'ils nous ont autorisé à reprendre et les membres d'AGTER qui ont participé aux différents travaux et réunions thématiques de l'association.

B. Contributeurs et traducteurs bénévoles

AGTER a bénéficié en 2012 des apports de bénévoles pour les traductions de documents mis en ligne sur le site internet et pour la traduction liée aux réunions thématiques. Nous tenons à les en remercier tous ici, et tout particulièrement Jesse Rafert (EUA), Mayte Urbano (Espagne), Ingeborg Gaarde (Danemark) et Levi E. Johnson (EUA).

Nous remercions également Fantu Farris Mulleta (Ethiopie) pour son article *International Guidelines, solutions to problems underlying large-scale land deals.* et Pierre Calame pour l'autorisation de reprise de son article sur Rio+20.

C. Activités statutaires

1. Assemblée Générale

AGTER a tenu son assemblée générale le samedi 23 juin 2012, à Nogent sur Marne. 28 membres et membres d'honneur à jour de leur cotisation pour 2011 avaient, selon les statuts, le droit de voter. 10 étaient présents et 14 avaient envoyé une procuration et étaient ainsi représentés. Le chorum était donc atteint (24/28). Trois invités, candidats aux statuts de membre, étaient également présents, sans droit de vote.

Après adoption des rapports moral, d'activités et financier, l'adhésion des cinq nouveaux membres a été validée par vote. L'assemblée générale a renouvelé le Conseil d'Administration. Celui-ci doit être renouvelé tous les ans par moitié (article neuf des statuts de l'association). Il est composé, au soir de l'assemblée générale, de six membres (Hubert Cochet, Laura Hurtado, Françoise Macé, Denis Pommier, Mamy Rakotondrainibe, Hélène Roux).

Conformément aux statuts, lors de sa première réunion, le nouveau Conseil d'Administration a choisi son président, Denis Pommier, sa Vice-présidente, Françoise Macé, et son trésorier, Hubert Cochet.

L'assemblée générale a débattu des axes thématiques sur lesquels orienter le travail de l'association pour les années à venir, en précisant les modalités sous lesquelles le réaliser. Cette discussion visait à faire progresser la réflexion que l'AG avait ouverte l'année précédente sur l'analyse des spécificités de l'association et les moyens de les faire connaître et de donner de l'ampleur aux actions à travers lesquelles elle les met en œuvre. L'assemblée a constaté la dimension centrale du phénomène de l'accaparement des terres dans toutes les thématiques actuellement traitées par l'association (terres, forêts, eau). Elle a souhaité qu'AGTER continue à faire valoir, malgré la « concurrence » sur ce thème, la spécificité de son analyse des processus de capture de rentes foncières, jugeant que sa pertinence avait toutes les chances de finir par permettre à l'association de se démarquer et de trouver des appuis supplémentaires. L'examen des productions documentaires sur les politiques foncières rurales en France a conduit l'assemblée générale à considérer que cette forme d'analyse et production documentaire collective constituait aussi une spécificité à mettre en avant et devait être développée. Elle a appelé l'équipe salariée à solliciter davantage les membres du réseau et à

rechercher des financements pour ce type de démarche auprès des bailleurs internationaux concernés par la dimension « foncière » du renforcement des agricultures familiales (UE, FAO...).

2. Conseil d'Administration (CA)

Le CA s'est réuni 4 fois au cours de l'année, les 4 janvier, le 15 mai, le 29 juin, le 14 et 17 décembre 2012. Les réunions se font avec une participation directe ou par téléphone ou skype. Les compte rendus sont disponibles sur la partie privée du site d'AGTER, auquel chaque membre a accès, et sur demande auprès de l'équipe salariée.

L'association a renoncé en cours d'année à procéder aux nouveaux recrutements qui avaient été envisagés en janvier 2012, compte tenu de sa situation financière et de la réduction des montants des aides publiques à l'emploi versées dans le cadre des contrats aidés CAE-CUI.

D. Équipe salariée et consultants

1. Évolution de l'équipe salariée

Fin janvier, après avoir accompagné l'association presque depuis sa création en tant que chargée d'étude, Clara Jamart a quitté l'équipe salariée pour rejoindre l'équipe d'Oxfam France Agir ici. Cette réduction supplémentaire de l'effectif de salariés a conduit à revoir la redistribution des rôles entre les salariés, établie en 2011 après le départ de Samuel L'Orphelin, qui était chargé de l'animation de l'association et de son réseau. Avec des effectifs passés de 5 à 3, l'équipe salariée n'a pas pu continuer à assurer en 2012 l'ensemble de activités des années antérieures. Le travail d'animation du réseau et des membres a été insuffisant, ainsi que la recherche de nouveaux financements. Une veille sur les dispositifs d'aide publique à l'emploi a été assurée mais leur évolution n'a pas été favorable à la création de nouveaux postes. L'animation du site www.agter.asso.fr et la production documentaire ont pu toutefois être poursuivies, sur la base des travaux lancés précédemment et grâce aux contributions de plusieurs membres.

2. Consultants

Des contributions ponctuelles ont été commandées à différents consultants, organisations ou individus, et auteurs, essentiellement pour la réalisation de vidéos et de traductions et dans le cadre du programme sur les forêts sur le Cameroun et le Guatemala. Loïc Colin, membre d'AGTER, a continué à travailler avec l'association pour le montage des synthèses des réunions thématiques. Des collaborations ont été construites avec Ut'z Che et ACOFOP (Guatemala) avec la participation de Sergio L. Dionisio et Juan Ramon Giron M. et avec le CED et la CAFT (Cameroun) avec la participation de Michèle Batende de Patrice Pa'ah et de François Medjo lors du voyage d'étude organisé au Cameroun du 27 août au 8 septembre 2012 dans le cadre du projet consacré à la gouvernance des Forêts et à la sécurisation des droits de leurs utilisateurs à petite échelle. Nous avons aussi demandé à Raluca Batagoiu de préparer pour début 2013 un dossier de fiches de synthèses sur les politiques foncières en Roumanie.

E. Stages

AGTER a privilégié en 2012 l'encadrement de stages longs de fin d'études. 5 stages ont été réalisés, 4 directement au sein d'AGTER et 1 en partenariat avec l'Agence de Services et Paiement (ASP).

Ingrid Aymes, étudiante en Master 2 « Coopération internationale, action humanitaire, politique de développement » (Université Panthéon Sorbonne, Paris 1), a réalisé un stage de 6 mois à Nogent sur Marne dans les locaux de l'association, dans le cadre des activités du Collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres. Ce stage a été financé par des contributions du CCFD, du Secours Catholique et d'OXFAM France, AGTER ayant contribué sous la forme d'un important temps de travail d'encadrement et de pilotage effectué par Mathieu Perdriault. Il s'agissait d'appuyer un processus de mutualisation de connaissances et d'échanges entre la trentaine d'organisations qui forment le collectif. La stagiaire a recherché des informations sur l'implication d'intérêts publics et privés français dans ces phénomènes. Les données ont été ensuite utilisées pour la préparation par AGTER d'un rapport commandé par la Commission agriculture et alimentation (C2A) de Coordination Sud sur les positions et intérêts français liés aux appropriations de terres à grande échelle dans le monde.

David Prak, étudiant de Master 2 « Développement, spécialité Développement Agricole et politiques économiques » (IEDES, Université Panthéon Sorbonne, Paris 1) a réalisé un stage de 6 mois avec AGTER (dont 5 au Cambodge). Ce stage a été cofinancé par le « Guichet d'étude sur le foncier » (Agence Française de développement - AFD) du Comité technique Foncier et développement. L'encadrement a été assuré par Mathieu Perdriault sur fonds propres

d'AGTER. Il s'agissait de caractériser les évolutions des cadres politiques et réglementaires fonciers et des structures d'exploitation des ressources naturelles au Cambodge, et de comparer les performances socio-économiques de systèmes de production agricole de petite et grande échelle dans une région de ce pays (district de Chamcar Leu, Province de Kampong Cham).

Averill Roy, étudiante de Master 2 « Développement, Spécialité Développement Agricole et politiques économiques » (IESES, Université Panthéon Sorbonne, Paris 1) a réalisé un stage de 6 mois avec AGTER (dont 5 au Pérou). Ce stage a été cofinancé par le « Guichet d'étude sur le foncier » (AFD) du Comité technique Foncier et développement. L'encadrement a été assuré par Michel Merlet sur fonds propres d'AGTER. Il s'agissait de caractériser les évolutions des cadres politiques et réglementaires fonciers au Pérou et de comparer les performances socio-économiques de systèmes de production de petite et grande échelle dans la région semi désertique de Piura, au nord du pays, où se sont développées des périmètres irrigués où l'on trouve à la fois différents types d'unités de production paysannes produisant des bananes pour le commerce équitable et des citrons pour le marché local et de très grandes entreprises de production de canne à sucre pour la fabrication d'éthanol, à la pointe du développement technologique. AGTER a demandé à Averill Roy de prolonger son travail et lui a financé une période complémentaire de stage d'un mois fin 2012.

Jesse Rafert, étudiante de Master 2 « Développement, spécialité développement local » (IEDES, Université Panthéon Sorbonne, Paris 1) a réalisé un stage de 6 mois avec AGTER (dont 5 au Cameroun). Le stage a été financé dans le cadre du projet sur la gouvernance des forêts mis en œuvre, avec l'appui de la Fondation Ford, en collaboration avec des membres de la coalition Rights and Resources Initiative. L'encadrement a été assuré par Marta Fraticelli Le stage a permis d'appuyer la mise en œuvre des actions conjointes des partenaires du projet au Cameroun et a contribué à la préparation d'un voyage d'étude de partenaires guatémaltèques dans ce pays. La stagiaire a aussi réalisé des études de cas sur l'organisation sociale et la construction des droits relatifs aux ressources forestières.

Raluca Batagoiu, étudiante roumaine en Master 2 « Développement agricole durable » (Université Paris Sud), à l'initiative d'AGTER, un stage de 6 mois (dont 4 sur le terrain) sur les politiques foncières en Roumanie et les performances socio-économiques des systèmes de production de petite et grande échelle dans une petite région du Sud Est du pays. Le stage a été cofinancé et encadré de façon conjointe par l'Agence de service et de paiement (Céline Fabre) et par AGTER (Michel Merlet). M. Merlet a effectué une courte mission d'appui en août 2012 dans la région de Mangalia (Constanza) dans laquelle Raluca Batagoiu réalisait un diagnostic agricole.

F. Financements obtenus en 2012

1. Subventions

Deux conventions principales ont été négociées et signées en 2012. Elles ont permis à AGTER de travailler tout au long de l'année.

- la convention signée avec la Fondation Ford pour la phase 2 du projet sur la gouvernance des forêts (janv. 2012-déc. 2012) [125 000 US\$]. Son exécution a été prolongée jusqu'à fin juin 2013. L'essentiel du travail de Marta Fraticelli est financé sur cette convention, ainsi que des prestations limitées de M. Merlet et de M. Perdrault.
- la convention 2012-2013 signée avec la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH) pour un montant de 180 000 Euros. Elle couvre la période de transition de 2 années entre le programme pluriannuel antérieur de la FPH et la programmation pour les années à venir, en cours de définition par la Fondation en 2013.

Par ailleurs, des conventions spécifiques avec l'AFD et E-Sud ont été signées pour financer les stages d'étudiants au Pérou et au Cambodge, ainsi que les frais spécifiques liés à une mission d'appui sur chaque terrain, mais sans que le temps de travail d'accompagnement et d'appui du personnel d'AGTER soit rémunéré.

2. Prestations de services

Le nombre et les montants des prestations de services rémunérées des salariés d'AGTER ont été moindres en 2012 qu'ils ne l'avaient été au cours des années antérieures. Nous avons pu compter sur deux interventions principales :

- la mission d'appui de Michel Merlet au CCFD pour l'organisation et l'accompagnement de deux voyages d'études de deux groupes de professionnels et d'universitaires cubains au Nicaragua. (montant honoraires : 11 050 Euros pour 17 jours de travail). La préparation de ces voyages avait déjà été l'occasion d'une première mission fin 2011.

- la préparation du rapport annuel 2012 de la C2A de Coordination Sud, assurée par M. Merlet et M. Perdriault. (montant honoraires : 19 000 Euros)

et plusieurs interventions de moindre ampleur :

- un cours de M. Merlet à Supagro. Une journée (650 Euros d'honoraires)
- une intervention de M. Merlet auprès de SOS Faim Luxembourg (200 Euros d'honoraires)

G. Recherches de financements

1. Conventions avec de nouveaux bailleurs

Aucun nouveau profil de projet n'a pu être soumis à d'autres bailleurs de fonds, malgré notre intention d'approcher diverses autres Fondations.

Un tout premier contact a été pris avec la Fondation Nicolas Hulot, qui, sur une suggestion de Marc Dufumier, a demandé à M. Merlet de présenter le travail d'AGTER sur les appropriations massives de terres à une partie de son think tank. A ce stade, il n'existe pas encore de perspectives de collaboration financière de la part de cette fondation.

2. Réponses sans suite à des pré-qualifications pour des appels d'offres et appels à propositions

L'association a répondu mi-février à la demande de pré-qualification pour un appel d'offre de prestation d'appui technique lancé par l'UE dans le cadre de son appui institutionnel au programme de développement du Nicaragua, conjointement avec Agronomes et Vétérinaires sans Frontières et le Servicio Mesoamericano de información sobre el desarrollo sostenible (SIMAS). Notre consortium n'a pas été retenu.

Mi mars, nous avons envisagé de constituer un partenariat avec Agronomes et Vétérinaires sans Frontières et Ut'z Che pour répondre à un appel à propositions lancé par la délégation de l'UE au Guatemala, dans le cadre du programme d'EuropeAid "Acteurs non étatiques pour le développement". Les membres d'AGTER au Guatemala qui avaient manifesté un an auparavant leur intérêt à participer à des montages de cette nature n'avaient plus de temps à y consacrer en 2012. L'équipe salariée d'AGTER n'a pas pris le relais, estimant ne pas pouvoir se substituer à leur participation dans cette préparation. C'est dommage. Alors que nous avons tissé des relations avec Ut'z Che, nous ne sommes pas impliqués dans ce projet et la demande déposée par AVSF et Ut'z Ché a été financée par l'UE.

Mathieu Perdriault a participé à une réponse à un appel à propositions de l'Union Européenne destinée à financer une suite au programme "Une seule planète" mis en œuvre par des organisations du CRID au cours des 3 années précédentes. AGTER avait été invitée à se joindre au partenariat historique pour cette nouvelle phase. La note conceptuelle déposée début mars a été retenue, mais l'UE n'a pas sélectionné l'offre du CRID lors du processus final.

Diverses pistes, sur l'utilisation de la vidéo avec Loic Colin, sur la possibilité de mettre en place un voyage d'étude en Chine avec Sylvie Dideron, sur de possibles réponses conjointes à des appels d'offre avec nos collègues camerounais ont fait l'objet d'échanges, mais sans concrétisation et sans résultats en matière de financements. Par ailleurs, dans la perspective de trouver les ressources financières nécessaires à la continuation du chantier sur la gouvernance des forêts en 2013, le montage d'une « note d'initiative ONG » a été initié fin 2012 afin de solliciter des financements auprès de l'AFD. Ce montage fait suite à une note succincte élaborée à la demande de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Centre français des Fonds et Fondations qui est restée sans suite.

Des perspectives de financement de travaux de traduction d'édition et de publication des dossiers documentaires relatifs aux politiques foncières rurales de plusieurs pays d'Europe dont la France sont à l'étude avec pour objectif d'obtenir une contribution de l'AFD et/ou du Ministère de l'Agriculture. Des notes de projet ont été rédigées fin 2012 et doivent être discutées avec divers interlocuteurs début 2013.

3. Autres pistes

Une rencontre au cours de l'été 2012 de Michel Merlet avec M Pascal Canfin, Ministre chargé du développement, et avec un membre de son cabinet nous a permis de les informer des travaux que nous menons sur la question des accaparements de terres et d'évoquer notre souhait de voir la France s'engager dans la promotion d'une voie paysanne de développement au niveau mondial. Nous leur avons proposé l'organisation d'une rencontre internationale des organisations de la société civile en 2014, désignée « Année internationale des agricultures familiales » par les Nations Unies, et coïncidant avec le dixième anniversaire du FMRA (Forum Mondial sur la

Réforme Agricole) que plusieurs membres d'AGTER avaient organisé. Suite au souhait manifesté lors de l'AG 2010 d'AGTER de chercher à faire un FMRA + 10, nous avons essayé de promouvoir le financement d'un événement de cette nature et d'un vaste processus de préparation, autour de la mise en place d'un dialogue entre organisations de la société civile au plan international pour garantir les meilleures chances d'arriver à des propositions fortes et innovantes. Ce projet semble compatible avec le souhait de P. Canfin de voir la France impulser des modalités plus « participatives » de définition des objectifs de développement qui succéderont aux OMD après 2015.

II. Chantiers thématiques prioritaires

A. Accaparements fonciers

1. Organisation et financement des activités du chantier

Le chantier de réflexion sur les accaparements de terres et de ressources naturelles est resté en 2012 l'un des deux chantiers prioritaires de l'association. Le travail d'analyse, construction de propositions et diffusion et mise en débat de celles-ci engagé depuis la fin de l'année 2008 a été poursuivi. Le financement de ces activités a été assuré essentiellement par la Fondation Charles Léopold Mayer, au travers de la convention 2012-2013, par le « Guichet d'étude sur le foncier » (AFD) du Comité technique « Foncier et développement », par le biais de deux stages consacrés à cette thématique et par une prestation de services pour la commission « Agriculture et alimentation » (C2A) de Coordination Sud (réalisation par AGTER avec le GRET du rapport annuel 2012 sur ce même thème).

2. Analyse du phénomène et construction de propositions

L'association a continué à travailler sur les axes d'analyse définis en 2010, 1/ pluralisme juridique et modalités d'articulation des espaces politiques où sont définis et répartis entre individus et collectifs les droits sur les ressources, aux différentes échelles, 2/ rentes liées et au foncier et à l'exploitation des ressources naturelles et leur capture à la faveur des projets à large emprise foncière 3/ réponses politiques et juridiques mises en œuvre ou en cours d'élaboration et les propositions alternatives au plan national et international.

AGTER a approfondi l'analyse du phénomène des accaparements fonciers et progressé dans la mise en évidence des captures des rentes qui lui sont associées grâce aux travaux de 3 stagiaires étudiants au Cambodge, au Pérou et en Roumanie. Une quatrième étudiante a travaillé sur l'implication des intérêts français sur l'ensemble de la chaîne de valeur ajoutée, depuis la production primaire jusqu'aux divers types de détenteurs des capitaux investis dans les projets d'exploitation à grande échelle.

L'élaboration du rapport annuel 2012 de la C2A portant sur les positions et intérêts des acteurs français face aux accaparements de terres a bénéficié du travail de ce dernier stage et a donné à l'équipe salariée de l'association l'occasion d'approfondir et d'actualiser ses analyses sur cette thématique. Une analyse comparative des positions en présence en France et dans les divers forums internationaux a été réalisée, ainsi qu'une étude des principaux types d'acteurs financiers impliqués dans les processus d'accaparements de terres et de rentes liés à l'exploitation des ressources naturelles à grande échelle. Fin 2012, la proposition de texte faite par AGTER et par le GRET était toujours en cours de discussion.

L'association a continué à diffuser sa compréhension du phénomène et de ses enjeux, et ces propositions, à l'occasion de plusieurs conférences et communications ponctuelles auprès de publics divers. AGTER n'a pas cessé, par ailleurs, de renforcer ses liens avec de nombreux partenaires avec lesquels elle espère pouvoir développer des actions de formation, d'information et d'échanges de pratiques en matière de sécurisation des droits et de lutte contre les accaparements de ressources naturelles.

3. Productions documentaires

Certaines productions documentaires de l'année se rapportant à ce sujet, rapports d'étude des stagiaires et rapport C2A étaient encore en cours de finalisation fin 2012. Les autres sont listées plus bas dans ce rapport.

4. Activités de diffusion, d'échanges et contributions à des processus de la société civile

a) *Implication dans des espaces pluri-acteurs*

Le comité technique « Foncier et développement » (CTF&D) des acteurs de la coopération française

Michel Merlet, membre du CTF&D depuis plus de 10 ans, a participé régulièrement aux réunions du comité. AGTER y a effectué deux présentations spécifiques. Le 6 juin, M. Merlet est intervenu lors de la conférence organisée par l'Agence Française de Développement intitulée « Foncier en Afrique: la protection des terres agricoles, un enjeu vital pour le développement ». Le 4 septembre, Mathieu Perdriault est intervenu pour mettre en perspective les résultats du partenariat de recherche Land Matrix¹ avec les observations et préconisations des équipes ayant publié sur le sujet avant cette initiative. Mathieu Perdriault a aussi participé à la première réunion du groupe de travail constitué à l'initiative du comité sur la transparence des contrats d'investissements et des appuis financiers aux entrepreneurs. L'objectif est de développer un cadre de « due diligence » qui permettrait à l'AFD et à son agence dédiée à l'appui au secteur privé (PROPARCO) de transposer dans les contrats qui fixent les termes et les conditions de leurs services d'appui au secteur privé les orientations posées par les directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure de la terre des pêches et des forêts.

Mouvements d'action citoyenne

Le collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres

Le Collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres - désignation adoptée au cours de l'année - s'est réuni les 6 février, 13 mars, 9 mai et 21 septembre. Il a rassemblé à chaque fois une dizaine d'organisations environ (AGTER, Oxfam France, Peuples Solidaires–ActionAid, CCFD-Terre solidaire, Confédération paysanne, Secours Catholique, Frères des hommes, Association des Peuples des Montagnes du Monde, Solidarité, Amis de la Terre) et ses échanges électroniques ont concerné plus d'une vingtaine d'autres organisations (dont Sherpa, Greenpeace, Grain...). Initié en juin 2011 par AGTER, avec Oxfam France, Peuples solidaires et le CCFD-Terre solidaire, il a démarré 2012 avec pour objectif d'élaborer un texte de présentation de l'initiative et un texte de positionnement commun sur le sujet et s'est donné pour objectif d'approfondir sa connaissance du rôle des intérêts économiques et politiques français dans ces phénomènes en mettant en place le stage d'Ingrid Aymes. Le collectif a organisé le 17 avril (journée des luttes paysannes) une soirée-débat au FIAP (Paris 14^{ème}) sur le thème de l'accaparement des terres. Un film sur les impacts des projets de plantation d'huile de palme de Sime Darby (Libéria) a été projeté puis commenté par sa réalisatrice Sophie Chappelle (Bastamag). Renée Velée (Grain) a ensuite dressé un tableau du rôle des acteurs de la finance transnationale dans les processus d'accaparement de terres et Christian Roqueirol, secrétaire national de la Confédération paysanne, a évoqué les enjeux de la mobilisation citoyenne pour parvenir à y faire face. Le collectif a eu fin 2012 des difficultés à entretenir sa dynamique, son animation étant intégralement assurée bénévolement par des organisations ne disposant pas de ressources spécifiques pour cela. AGTER a consacré beaucoup de temps en 2012 à son animation, au recrutement et à l'encadrement de la stagiaire. Bien que cette démarche soit susceptible de par sa dimension collective de renforcer efficacement la lutte contre l'accaparement des terres, AGTER ne sera probablement pas en mesure de maintenir ce niveau de participation en 2013.

Forum social mondial

Plusieurs membres fondateurs d'AGTER avaient participé aux éditions de 2001, 2002, 2003 et 2005 du FSM, avant que ne soit formellement créée l'association. C'est d'ailleurs en partie au sein de ces premiers forums qu'est né le projet de l'association. AGTER avait également participé au Forum de Dakar en 2011 où nous avons contribué à l'organisation d'une assemblée de convergence qui avait débouché sur le lancement de l'« Appel de Dakar contre l'accaparement des Terres ». Fin 2012, le CA d'AGTER a décidé d'organiser, en partenariat avec l'Assemblée des Citoyennes et citoyens de Méditerranée (ACM), un atelier dans le cadre du Forum Social Mondial de Tunis prévu pour mars 2013, qui abordera les origines agraires des printemps arabes et la question des accaparements de terres.

¹ Un projet qui avait été suggéré par AGTER dans les termes de référence de l'étude sur les pressions commerciales sur les terres élaborés pour l'ILC, mais auquel l'ILC ne nous a pas proposé de participer. Les institutions en charge sont les suivantes: Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), International Land Coalition (ILC), Centre for Development and Environment (CED), German Institute for Global and Area Studies (GIGA), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

b) Interventions ponctuelles

Participation à un « apéro thématique » de l'association Solidarité

Le 24 avril 2012, l'association Solidarité, qui participe au collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres, a organisé au lieu culturel et artistique Mains d'œuvres un « apéro thématique » consacré à « L'accaparement des terres par le privé : les enjeux au Sud ». Les deux intervenants, Rachel Leenhardt, chargée de communication et des relations extérieures pour l'association Sherpa (Protéger et défendre les populations victimes de crimes économiques), et Mathieu Perdriault ont tout d'abord proposé à une vingtaine de participants, avec lesquels ils ont ensuite débattu, la vision de l'accaparement des terres qu'en ont développé leurs associations respectives, appuyée par un exemple. Les intervenants ont été interviewés, à cette occasion, par les radios Fréquence Paris Pluriel et Radio solidaire (qui propose ces enregistrements sur son site internet).

Participation à l'émission « Le Grand Débat » de la radio Africa numéro un

Mathieu Perdriault et Samuel Nguiffo, secrétaire général du Centre pour l'Environnement et le Développement du Cameroun (CED) ont participé à l'émission « le Grand Débat » du mercredi 9 mai 2012 consacrée à l'accaparement des terres. Cette émission de la radio francophone AFRICA No 1 quotidienne (17h-18h TU) est diffusée auprès de plusieurs dizaines de millions d'auditeurs en France et en Afrique francophone. Cette émission est disponible à l'écoute sur le site internet du Grand débat.

Intervention dans le cadre de l'AG de l'association Frères des hommes

L'association Frères des hommes (FdH) a choisi d'inviter ses membres à réfléchir ensemble, le jour de leur assemblée générale le 9 juin 2012, au problème de l'accaparement des terres à grande échelle dans le monde et aux actions que l'ONG pourrait mener pour contribuer à y faire face. Mathieu Perdriault a été invité à y présenter les analyses et propositions d'AGTER et les objectifs du collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres. C'est dans le cadre des réunions de ce collectif qu'a pris forme le souhait d'André Pflimlin, administrateur de FdH, d'inviter AGTER à cette AG. AGTER avait par ailleurs déjà, l'année précédente, participé à une initiative de formation de cette association sur l'accaparement des ressources naturelles (voir, dans le rapport d'activité 2011, l'intervention de Clara Jamart et Mathieu Perdriault dans le cadre du programme Hémisphères). L'association FdH a décidé par la suite de faire de l'accaparement des terres un des motifs centraux de ses actions de sensibilisation et d'éducation au développement en France et en Europe, ce qui se traduira notamment par la conception d'un jeu de mise en situation, « La course aux terres », que les groupes locaux de FdH proposeront au public.

Interventions de Michel Merlet et d'Hubert Cochet à l'Académie d'agriculture de France

Dans le cadre de ses travaux sur l'avenir de l'alimentation des hommes dans le monde, l'Académie d'Agriculture de France a organisé une séance le 13 juin 2012 sur les rapports entre les structures de production de différentes dimensions et la manière dont ils conditionnent la possibilité d'augmenter la production agricole au cours des prochaines décennies. Cette séance, préparée et animée par Gilles Bazin et André Neveu, a permis à Michel Merlet, Bernard Roux (correspondant de l'Académie d'Agriculture de France) et Hubert Cochet, Professeur à AgroParisTech, de traiter respectivement de l'accaparement foncier à l'échelle mondiale et de l'avenir de la petite paysannerie, de l'agrobusiness et de la paysannerie au Brésil et de l'agriculture de lopin et de l'agrobusiness en Ukraine. Les textes et diaporama de ces trois présentations ont par la suite été publiés sur le site et dans les Annales de l'Académie d'agriculture.

Brève présentation dans le cadre d'une tribune au sommet de la société civile « Rio +20 » (Brésil)

Terre de Liens Nord Pas de Calais a proposé à AGTER de co-présenter une tribune consacrée aux enjeux fonciers globaux et aux réponses citoyennes développées en Europe organisée dans le cadre du Sommet des Peuples, en marge du sommet international Rio+20, le 19 juin 2012. Aucun membre d'AGTER n'ayant prévu de participer au Sommet des Peuples, il a été proposé à William Loveluck de faire une présentation succincte des analyses et propositions d'AGTER sur la base d'un document préparé à cette fin par Mathieu Perdriault. Cet événement aura intéressé directement une vingtaine de personnes et permis de trouver de nouveaux relais médiatiques appelant à consulter le site d'AGTER.

Interview pour le magazine du développement durable de Radio Méditerranée Internationale

Le 20 juin 2012, Mathieu Perdriault a été interrogé par Radio Méditerranée Internationale (« La radio du grand

Maghreb »), dans le cadre du magazine quotidien consacré au développement durable, lors d'une séquence intitulée « La course aux terres s'accélère ». Interview proposée à l'écoute sur le site du magazine du DD de la radio.

Conférence de Michel Merlet au CEPES (Lima, Pérou)

Le 19 juillet 2012, dans le cadre d'une mission d'appui auprès de Averill Roy, Michel Merlet a fait une présentation à Lima des réflexions de l'association sur les accaparements de terres, menace globale pour l'humanité, à la demande du Centre Péruvien d'Études Sociales (CEPES) et avec son équipe de chercheurs et de partenaires.

Participation au Festival de l'Albenc (foire écologique)

Samuel L'Orphelin a bénévolement participé à une soirée de débat organisée le 31 août dans le cadre de la « foire écologique » du festival de l'Albenc. L'intervention d'AGTER avait été recommandée aux organisateurs par la confédération paysanne de l'Isère. Samuel y a présenté et mis en débat avec une cinquantaine de personnes les analyses et propositions de l'association.

Intervention en vidéo-conférence de Michel Merlet pour l'Association Mexicaine des Études Rurales (AMER)

A la demande d'Elena Lazos, membre d'AGTER, Michel Merlet est intervenu dans le Séminaire intitulé « Crises, sécurité et souveraineté alimentaire », pour chercheurs, professionnels, membres des organisations de la société civile, étudiants de licence et de doctorat organisé par l'AMER (Asociación Mexicana de Estudios Rurales A.C.) le 12 septembre 2012. Cette conférence en espagnol a repris l'analyse développée par l'association sur les accaparements de terre. Elle n'était pas rémunérée, mais elle a permis d'atteindre un nouveau public, dans différents centres universitaires du Mexique reliés par vidéo conférence.

Participation d'AGTER dans le cadre du festival Alimentterre (15 octobre au 30 novembre 2012)

La participation d'AGTER a été sollicitée à de nombreuses reprises dans le cadre du festival du film documentaire « Alimentterre ». Ce programme coordonné par le CFSI² présente dans toute la France des films documentaires consacrés aux problématiques de développement et de sécurité alimentaire. Il était en partie dédié cette année à l'accaparement des terres à grande échelle. C'est à partir de la projection du film « Planète à vendre » de Alexis Marant, diffusé le 19 avril 2010 sur Arte, qu'étaient proposées plusieurs soirées-débats. AGTER n'a pas pu répondre à toutes les invitations, mais grâce à la disponibilité et à l'implication bénévole de trois de ses membres (dont deux membres du conseil d'administration), l'association a pu partager ses analyses et propositions à l'occasion de 4 de ces projections-débats : Samuel L'Orphelin est intervenu auprès du lycée agricole de Bourg les Valence le 22 novembre 2012. Mamy Rakotondrainibe et Hélène Roux sont intervenues ensemble le 18 octobre à la mairie du deuxième arrondissement de Paris (à l'invitation du Cedidelp³), devant une quarantaine de personnes. Hélène Roux est aussi intervenue à Paris le 30 octobre à Paris, au bar culturel « le Bric à Brac » (à l'invitation du Cedidelp) devant autant de participants et le 29 novembre à Nancy, au cinéma Caméo Saint Sébastien (à l'invitation du CLID⁴, Artisan du monde et ATTAC), où étaient réunies une centaine de personnes.

Participation au séminaire « L'Europe et ses politiques commerciales au cœur de la crise mondiale »

Hélène Roux a participé pour AGTER à ce séminaire organisé par AITEC les 5 et 6 octobre à Paris dont les thématiques recoupent la problématique de l'accaparement des terres (politiques européennes commerciales et d'investissement vis-à-vis de l'étranger, stratégies des multinationales européennes, construction des réactions des mouvements sociaux aux accords libre échange et d'investissement promus et passés par l'Union européenne...). Hélène Roux a pris part à un atelier de travail intitulé « L'Europe, l'investissement et l'extractivisme » animé par Les Amis de la Terre.

Interview d'Hubert Cochet pour le site internet d'information Terre éthique

Hubert Cochet a dressé en octobre 2012, pour le site internet d'information Terre éthique, un état des lieux de la situation de l'accaparement des terres à grande échelle dans le monde, dans le cadre d'une interview de près de 40

² Comité français pour la solidarité internationale

³ Centre de documentation internationale pour le développement, les libertés et la paix

⁴ Centre lorrain d'information pour le développement et la solidarité internationale

minutes autour des questions suivantes : Aujourd'hui, que représentent en volume les transactions de terres à l'échelle mondiale ? Qui en sont les acteurs ? Quels sont les objectifs visés ? Comment s'organisent ces transactions sur le terrain ? Quelles sont les conséquences sociales et environnementales, négatives ou positives de ces achats/locations ?

Participation de Michel Merlet à une table ronde lors des Rendez-vous de l'Histoire de Blois

Lors des 15^{ème} Rendez vous de l'histoire de Blois, événement bénéficiant d'une large couverture médiatique, une table ronde intitulée "De l'expropriation à l'accaparement des terres" animée par Pablo Luna, a été organisée le dimanche 21 octobre 2012 dans la salle des conférences du Château Royal de Blois. Elle a réuni Pablo Luna, historien, maître de conférences à l'Université de Paris IV-Sorbonne, Michel Merlet, agronome, directeur de l'association AGTER, Nadine Vivier, professeur émérite à l'Université du Maine, Jean-Michel Carrié, historien, directeur d'études à l'EHESS, Abdoul Sow, professeur d'histoire de l'Université Cheikh Anta Diop du Sénégal.

5. Missions rémunérées ou indemnisées en lien avec le thème

a) Cours à l'IRC – SUPAGRO Montpellier. 2012

Prestation de service pour l'Institut des Régions Chaudes. Michel Merlet a fait un cours d'une journée à l'Institut des Régions Chaudes sur la problématique des appropriations de terres agricoles à grande échelle à des étudiants et élèves ingénieurs de niveau Master 2.

b) Intervention indemnisée à la demande de Sos Faim au Luxembourg

Michel Merlet est intervenu le 6 décembre 2012 pour commenter le film "Raising Resistance" sur l'accaparement des terres au Paraguay et animer le débat avec la salle. Le lendemain, M. Merlet a participé à une réunion d'échange avec SOS-Faim Luxembourg et Action Solidarité Tiers Monde, une ONG de développement luxembourgeoise qui lutte depuis 1969 pour l'émancipation politique, économique et sociale des peuples du Tiers Monde.

c) Rapport annuel de la C2A de Coordination SUD

Prestation de service pour la commission Agriculture et Alimentation (C2A) de Coordination SUD. Rapport annuel de la C2A « Les appropriations de terres à grande échelle dans le monde. Positions et intérêts français. ».

6. Projet en cours de préparation

a) Module de formation à distance en lien avec l'Université internationale Terre Citoyenne

L'équipe salariée d'AGTER a commencé à partir d'octobre 2010 à imaginer les contenus d'un module de formation à distance (e-learning) sur les conflits fonciers et les accaparements de terres à grande échelle. Cette idée s'est développée au contact de l'organisation Modus Operandi, spécialisée dans la l'élaboration et la dispense de cours en ligne visant à renforcer les capacités d'acteurs du développement intervenant dans des situations de conflits. Après la finalisation d'une note succincte de projet en tout début d'année, ce projet est resté en sommeil et n'a été relancé qu'à la fin 2012. Il devrait être repris courant 2013 si les perspectives de trouver un appui financier auprès de la Fondation Charles Léopold Mayer permettent de concrétiser le partenariat AGTER-MODOP-UiTC (Université Terre Citoyenne/FPH et Alliance internationale Terre Citoyenne) qui est envisagé. Les modalités juridiques et économiques de ce montage restent à préciser. Ce projet constitue pour l'association l'occasion d'expérimenter un type d'outil qui pourrait devenir une source de financement dans un avenir proche.

B. Gouvernance des forêts

1. Organisation et financement des activités du chantier

Le chantier Gouvernance des forêts est le deuxième chantier prioritaire d'AGTER. Nous avons obtenu de la Fondation Ford le financement d'une seconde phase du projet initié en 2010 pour l'année 2012.

2. Activités de la seconde phase du projet

Ont été engagés dans ce projet Marta Fraticelli à plein temps, Mathieu Perdriault à temps partiel et Michel Merlet

pour un appui ponctuel. Les objectifs étaient les suivants :

1/ Compléter et améliorer le travail développé durant la phase 1 du projet en matière de production documentaire, afin d'aboutir à des publications papier et web des dossiers sur le Cameroun et le Guatemala, et d'y ajouter des documents complémentaires qui aborderont d'autres réalités et contextes géographiques, pour le développement ultérieur d'un troisième dossier web sur la gouvernance des forêts.

2/ Développer des échanges entre les partenaires afin de mettre en place un dialogue effectif et la mise en commun de la réflexion développée au Guatemala et au Cameroun. Quatre questions communes ont été identifiées : a) la reconnaissance et la gestion des droits des populations locales sur la terre et les ressources forestières au sein de contextes légaux différents. b) l'organisation communautaire pour la gestion des ressources forestières, c) l'accaparement de la terre et des ressources forestières, d) Les conditions permettant de renforcer les capacités des populations locales à gérer leurs ressources, l'organisation communautaire et l'action collective autour de la gouvernance des ressources naturelles.

Une mission intégrant des membres des ONG camerounaises membre de RRI et deux experts guatémaltèques, travaillant respectivement pour Ut'z Che et pour ACOFOP, ainsi que deux personnes d'AGTER et la stagiaire de l'association qui travaillait au Cameroun, a constitué le moment fort de cette seconde phase. Le voyage a permis d'instaurer un dialogue en profondeur entre les différents acteurs. La partie terrain s'est déroulée dans la région orientale du Cameroun, principalement dans la zone d'implantation de la Coopérative Agro Forestière de la Trinationale (CAFT), qui n'avait jamais reçu jusqu'alors la visite de membres de RRI non camerounais.

Les documents de réflexion et de synthèse sur les 4 thèmes énoncés ci-dessus sont en cours d'élaboration par les participants guatémaltèques et camerounais au voyage, Marta Fraticelli assurant un appui à la fois sur la formulation et au niveau de la traduction des différentes versions, afin de permettre la continuation des échanges entre les Camerounais qui écrivent en français et les Guatémaltèques qui écrivent en espagnol.

Ce travail ayant exigé beaucoup plus de temps que prévu, nous avons demandé et obtenu de la Fondation Ford une extension de la période d'exécution de la seconde et dernière phase du projet jusqu'à fin juin 2013, mais celle-ci devra se faire sans budget complémentaire.

III. Autres chantiers thématiques

A. Politiques foncières en Europe

1. Organisation et financement des activités du chantier

Les interventions sur ce chantier ont été financées principalement par l'allocation d'une part des ressources apportées par la Fondation pour le Progrès de l'Homme et par le biais du financement du stage de Raluca Batagoiu assuré par l'Agence de Service et de Paiement. Une grande part du travail sur le dossier relatif aux politiques foncières rurales en France a été, par ailleurs, assumée bénévolement par les auteurs et en particulier par Lisa Gauvrit.

2. Analyse et production documentaire

a) Étude comparative des politiques foncières rurales de plusieurs pays d'Europe

Le chantier d'études sur les politiques foncières en Europe initié en juin 2010 avec Terre d'Europe-Scafr et AgroparisTech, grâce à un financement du Ministère de l'Agriculture Français (MAAPRAT, redevenu aujourd'hui Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation et de la Forêt, MAAF) et pour l'essentiel réalisé en 2011 n'a toujours pas été publié par le Ministère. Aucune nouvelle contribution d'AGTER n'était programmée pour 2012.

Afin de compléter les études réalisées sur l'Angleterre, l'Allemagne, la Pologne, l'Italie et l'Espagne, un sixième pays européen a été étudié à l'initiative d'AGTER au cours de l'année 2012, grâce au stage monté avec l'appui de l'Agence de Service et de Paiement et réalisé par Raluca Batagoiu, étudiante en fin de formation Master 2 à Paris XI. Nous lui avons demandé de réaliser à la fois une étude de synthèse sur l'évolution des cadres politiques et juridiques du foncier et des structures agricoles en Roumanie et un diagnostic agraire sur une petite région. La publication des résultats de son travail est prévue pour le début 2013.

Avec le dossier réalisé sur les politiques foncières rurales en France (voir ci-dessous), nous disposons donc à ce jour

d'informations relativement similaires sur les politiques foncières agricoles de 7 pays européens. Fin 2012, l'association a engagé la recherche de moyens pour en financer la traduction et l'édition sur papier et pour élargir si possible ce travail à un pays supplémentaire, le Danemark.

b) Construction de voies alternatives d'accès au Foncier en Europe: Publication de l'Étude de cas de la Coopérative Agricoltura Nuova (Rome, Italie)

Marta Fraticelli avait participé pour AGTER en 2011 au projet initié par Terre de Liens et Forum Synergie « *Access to land for Community connecting Farming* » visant à documenter des expériences d' « agriculture citoyenne » ayant émergé au cours des dernières années en Europe. Cette agriculture se caractérise par une ambition de production agricole écologiquement durable (agriculture biologique ou biodynamique), le partage de bénéfices entre producteurs et consommateurs, l'organisation de circuits courts pour la vente, l'organisation de différentes activités liées à la ferme autres que l'activité agricole et la protection de l'environnement. L'objectif du projet était de construire une base d'informations et de connaissances sur ces nouvelles formes d'agriculture pour renforcer les mouvements de qui les promeuvent et les défendent. Le rapport final de la totalité de l'étude a été publié sur le site www.agter.asso.fr en anglais et une version complète du travail de Marta Fraticelli a été publié en français sur le site d'AGTER en 2012.

c) Dossier sur les politiques foncières agricoles en France

En 2010, Gwenaëlle Mertz avait, dans le cadre d'un stage de fin d'études avec AGTER, constitué un premier recueil de fiches sur les politiques foncières rurales en France dans la seconde moitié du XXe siècle. Ce matériel et quelques articles réunis antérieurement ont constitué la matière de base d'un groupe de travail constitué de membres d'AGTER et de son réseau. Au mois de septembre, une première version du dossier a été mise en ligne sur le site www.agter.asso.fr. Une réunion des différents contributeurs a été programmée pour le début de l'année 2013 pour faire un premier bilan du travail réalisé et pour le développer/compléter et le diffuser.

3. Activités en lien avec le travail sur les politiques foncières en Europe

a) Réunion avec une délégation du Département des Terres de la province de Guangxi Zhuang (Chine)

AGTER a reçu le 23 Juillet une délégation chinoise de la Province autonome de Guangxi Zhuang qui avait pris contact avec l'association à l'occasion de son voyage dans plusieurs pays européens. Elle souhaitait prendre connaissance des politiques foncières agricoles appliquées en France, avec un intérêt particulier pour le remembrement. La délégation a été reçue par Joseph Comby, Mamy Rakotondrainibe, Ingrid Aymes et Michel Merlet. La possibilité de financer un double voyage d'étude en Europe et en Chine pour approfondir le sujet des politiques foncières agricoles a été explicitement évoquée.

b) Participation au Forum Social Européen (Florence)

En novembre, Marta Fraticelli a participé, avec la responsable pour Terre de Liens du travail sur l'accès au foncier à niveau européen, à un atelier de discussion sur l'accès à la terre et les dynamiques d'accaparement du foncier en Europe, organisé dans le cadre du Forum Social européen. Les organisations italiennes travaillant sur ces questions (AIAB, COSPE...), avec les organisations membres du réseau Via Campesina en Europe, ont animé une demi-journée d'échanges sur ces thèmes. Le voyage a été aussi l'occasion de commencer à discuter avec AIAB et Terre de Liens de la possibilité de construire des projets communs sur le thème du foncier en Europe. L'appel d'offre de l'ERA-NET RURAGRI, pour la mise en place de partenariats d'échange entre organisations de recherche européennes sur les thématiques des nouvelles relations entre les zones rurales et l'agriculture en Europe, a été examiné mais le temps limité disponible pour répondre et les caractéristiques des organisations intéressées ont fait écarter l'idée, du moins pour l'appel d'offre de novembre 2012 (un nouvel appel d'offre est peut être envisageable pour l'automne 2013).

B. Politiques foncières en Afrique

1. Suites du travail réalisé sur le Code Rural du Niger

Le travail de production documentaire (film et fiches multilingues) réalisé en 2010 2011 sur l'expérience du Code Rural au Niger avec différents partenaires d'organisations de la société civile et d'organisations de producteurs d'Afrique de l'Ouest n'a pas débouché pour le moment sur de nouveaux projets visant à en assurer une diffusion

plus large. Mais la diffusion de ce travail s'est poursuivie, avec des avancées significatives.

- Le film en français a été visionné plus de 1000 fois, et nous continuons à assurer la diffusion de ce matériel aux personnes et institutions qui en font la demande.
- L'institution officielle nigérienne en charge de ce projet, le Code Rural du Niger, a mis avec notre autorisation sur son site les documents écrits que nous avons élaborés, ainsi que la version en français du film.
- Par ailleurs, le film a été utilisé en novembre 2012 par la Deutsche Gesellschaft fuer Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH à Grand Bassam en Côte d'Ivoire lors d'un séminaire de formation régionale des magistrats sur le droit coutumier et le foncier rural de différents pays d'Afrique de l'Ouest, la Guinée, le Liberia, la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et le Niger.

Ces deux dernières valorisations ont été facilitées par Florence Bron, assistante technique de la coopération française auprès du Code Rural, et membre d'AGTER depuis juin 2012.

C. Gouvernance de l'Eau

1. Organisation et financement des activités du chantier

Ce chantier ne dispose pas de financement spécifique. Ses coûts ont été couverts par le budget général d'AGTER.

2. Analyse

La production par AGTER en 2010 du document thématique pour l'édition du premier rapport State Of Land and Water de la FAO, grâce à l'appui de Thierry Ruf, avait marqué un début de repositionnement de l'association sur le thème de l'eau. Puis AGTER a rejoint, en 2011, le groupe de travail sur l'eau de la commission « Agriculture et Alimentation » (C2A) de Coordination Sud qui préparait la participation de ses membres au Forum Mondial de l'eau et au Forum Alternatif prévus en mars 2012. Avait été élaborée dans cette perspective une note de synthèse de 4 pages à laquelle Clara Jamart avait contribué pour pointer les enjeux attachés à la gestion de l'eau agricole et la nécessité de garantir le droit d'accès à l'eau aux paysanneries du sud⁵. Ce travail a été poursuivi en 2012, avec la participation de Michel Merlet.

3. Production documentaire

Dans le cadre des travaux du groupe eau de la C2A, AGTER a contribué à la réalisation du rapport « Pour une justice sociale de l'eau : garantir l'accès à l'eau aux agricultures familiales du sud. », publié en mars 2012. Une version anglaise a également été produite, et la version en espagnol devrait paraître début 2013.

Par ailleurs, Thierry Ruf, membre d'AGTER, a repris sous forme d'un article pour le site web d'AGTER une chronique qu'il avait rédigée sur la base de sa participation aux forums de l'eau de mars.

4. Diffusion, échanges et contributions à des mouvements d'action citoyenne

La participation d'une délégation du groupe de travail sur l'eau agricole de C2A de Coordination SUD (dont a fait partie Michel Merlet) au Forum mondial de l'eau et au Forum alternatif mondial de l'eau en mars à Marseille a été le point fort de notre implication sur ce thème. La question de l'accès à l'eau agricole pour les paysanneries n'aurait pratiquement pas été abordée dans aucun de ces deux forums si ce travail n'avait pas été préparé par le groupe et si des ateliers et participations impliquant d'autres acteurs (Ministère de l'Agriculture, FAO, FIDA, Confédération Paysanne, en particulier) n'avaient pas été programmées.

Ces documents ont mis Coordination SUD en capacité de produire, avec la Coalition Eau, avant les forums, un texte consacré aux enjeux de sécurité alimentaire attachés à l'accès à l'eau, qui a été intégré aux dossiers de plaidoyers établis par cette plate-forme d'organisations. Le groupe et la coalition ont obtenu, en alliance avec le Ministère de l'Agriculture (MAAPRAT), que l'objectif de "*Rendre l'eau accessible aussi aux petits agriculteurs : une réponse aux défis de la production et de la sécurité alimentaire*", qui avait été éliminé en 2011 de la liste des objectifs prioritaires du Forum, y soit réintégré par la FAO, chef de file pour la préparation des consultations internationales et des débats

⁵ Garantir l'accès à l'eau aux paysanneries du sud, Les notes de la C2A, Coordination SUD, novembre 2011

thématiques du Forum mondial sur le thème "Eau et sécurité alimentaire". Plusieurs partenaires du CCFD-Terre solidaire, d'Agronome et Vétérinaires Sans Frontières et du GRET en provenance des Philippines, d'Équateur et du Cambodge ont pu prendre part aux sessions et intervenir en plénière pour faire entendre leurs positions.

Le groupe a pu ainsi se réjouir que les conclusions du forum mondial ne renvoient pas uniquement à des solutions technologiques visant à limiter les pertes et le gaspillage de l'eau, mais fasse explicitement référence à l'importance d'augmenter les investissements dans une agriculture durable, y compris dans le capital social, et d'investir non seulement sur la technologie mais aussi sur des "packages" incluant les aspects techniques, institutionnels et le lien avec les politiques publiques, en favorisant la participation des paysans. Le représentant du FIDA, M. Rudolf Cleveringa, a attiré l'attention sur le fait qu'il était impossible de continuer sur la base du *business as usual*, et que les petits producteurs ne devaient plus être exclus de ce type de Forum et des décisions qui s'y prennent.

IV. Autres travaux et autres activités

A. Voyage d'étude de deux groupes de techniciens, producteurs et universitaires cubains au Nicaragua

Le voyage d'études préparé fin 2011 lors de la mission conjointe de Michel Merlet et de Dayma Echevarria du Centre d'Etude de l'Économie Cubaine s'est réalisé comme prévu du 22 avril au 6 mai 2012. Ce voyage fait partie du projet inter-associatif #2 financé par le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre solidaire) et coordonné par le CCFD-Terre solidaire et par ACTAF (Asociación Cubana de Técnicos Agro Forestales).

Ce projet a mis au cœur de sa méthodologie l'*apprentissage par contraste* et les *voyages d'études* en s'appuyant sur l'expérience développée en 2005 lors d'une première phase du projet inter-associatif. C'est parce que Michel Merlet avait pris une part importante dans la définition de cette méthodologie que les cubains et le CCFD ont fait de nouveau appel à lui pour la mise en place de ce nouveau voyage d'études au Nicaragua. Contrairement aux expériences antérieures, il n'a pas été possible de l'accompagner en vidéo pour des raisons de coûts.

Chacun des deux voyages d'étude a été conçu sur une semaine, avec un nombre de participants permettant des échanges aisés avec les hôtes. Le voyage a été conçu pour faire réfléchir les participants sur plusieurs questions : les politiques de développement, les différentes formes d'organisation en coopératives, les mouvements agroécologiques d'échanges entre paysans, le crédit rural. Après un jour d'introduction dans la capitale, chaque groupe a visité plusieurs expériences de terrain, puis est revenu sur Managua pour une journée de synthèse finale. Le plan d'organisation a été similaire pour les deux voyages, mais avec les expériences visitées et les intervenants ont été différents. Les participants ont ainsi pu mettre leurs expériences en commun à leur retour à Cuba.

La méthode employée a une fois de plus démontré toute sa pertinence, et l'évaluation faite par le CCFD à la fin du programme a été très positive.

V. Implication d'AGTER dans des dynamiques et des espaces collectifs

A. Groupes de réflexion

1. Comité Technique Foncier & Développement

AGTER a continué à participer en 2012 aux travaux du comité technique foncier et développement des acteurs de la coopération française par le biais de Michel Merlet qui en était membre à titre personnel bien avant la création de l'association. L'association était représentée par un autre salarié lorsque celui-ci n'était pas disponible.

Le comité réunit enseignants-chercheurs universitaires, agents et administrateurs d'institutions gouvernementales et non gouvernementales de développement, membre d'organisations non gouvernementales de plaidoyer, etc. Cette implication est consommatrice en temps (environ une réunion d'une journée par mois, non rémunérée), mais elle a été essentielle pour partager de nombreuses informations avec les autres parties-prenantes et être au fait de leurs activités. Elle nous a aussi permis de soumettre des propositions de projets et d'obtenir divers financements pour certains d'entre eux tels, en 2012, que les stages des étudiants Averill Roy et David Prak dans le cadre des études sur

le Pérou et la Cambodge réalisées cette année (voir plus haut « Stages » et « chantier Accaparements fonciers »).

C'est en grande partie grâce à cette insertion au sein du CTF&D que nous avons pu jouer un rôle dans l'élaboration des positionnements officiels de la France sur les appropriations de terres agricoles à grande échelle dans le monde en 2009 et 2010.

B. Plateformes et collectifs en France

1. CRID

AGTER, membre de la plate-forme d'ONG françaises CRID depuis 2011, a pris part en 2012 à divers échanges avec le secrétariat du CRID et d'autres organisations membres, en particulier à l'occasion de la préparation d'une réponse à un appel d'offre de l'Union européen (Europaid) évoqué plus haut qui n'a pas eu de suite.

2. Coordination Sud

AGTER est membre de la plate-forme d'ONG françaises Coordination Sud depuis 2011. L'implication de l'association dans la commission Agriculture et Alimentation (C2A) et dans le groupe eau de la C2A a été conséquente en 2012 (voir plus haut « chantier Accaparement des terres à grande échelle » et « chantier Eau »).

3. COREDEM

En 2011, AGTER est devenue membre formellement de la « COMMunauté des sites REssources pour une DEMocratie Mondiale », un mécanisme mis en place par la FPH, avec lequel nous collaborions depuis plusieurs années. Le site de ressources (en construction) d'AGTER a été intégré au groupe de sites pris en compte par le moteur de recherche commun de la COREDEM. Le site www.agter.asso.fr, qui contient pour le moment plus de ressources en ligne que le site ressources, était toujours en attente d'intégration à ce dispositif de recherche documentaire début 2013.

4. Collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres

Voir plus haut « Chantier Accaparement des terres à grande échelle dans le monde », « Activités de diffusion, d'échanges et contributions à des processus de la société civile », « Mouvement d'action citoyenne »

5. Collectif RIO+20

Le Collectif RIO+20 réunit une trentaine d'organisations de la société civile française (syndicats, ONG de solidarité internationale et ONG d'environnement). D'autres organisations non membres participent régulièrement à ses travaux. Animé par l'association 4D, il a préparé une participation au Sommet des Peuples organisé en marge du Sommet des Nations Unies tenu à Rio de Janeiro en juin 2012. Dans ce cadre il avait notamment porté des revendications auprès de diverses délégations officielles. AGTER s'est fait le relais sur son site internet des analyses et revendications de ce collectif et notamment du draft zéro alternatif proposé par la Fondation pour le Progrès de l'Homme Charles Léopold Mayer (en version française, anglaise et espagnole). Nous avons aussi publié l'article rédigé par Pierre Calame du Forum International « Éthique et Responsabilités » (et ancien directeur de cette fondation) à l'issue de la conférence : « Rio+20 : Faillite des diplomaties, faiblesse des démocraties ».

C. Plateformes internationales

1. International Land Coalition (ILC)

AGTER est membre de l'ILC depuis 2009. Nous n'avons participé à aucune activité spécifique avec l'ILC en 2012.

2. Land portal (www.landportal.info)

Le portail international foncier "Land Portal", publiquement lancé dans sa version anglophone en 2011 est une initiative cogérée par l'ILC et les partenaires du Landtenure.info. AGTER est membre des deux groupes mais intervient comme membre du comité de pilotage du Land Portal au nom du groupe Landtenure.info. Mathieu Perdriault et Michel Merlet ont pris part à plusieurs réunions téléphoniques du comité de pilotage et Mathieu Perdriault a participé la rencontre du comité de pilotage organisée à Groningen aux Pays-Bas en juillet 2012.

AGTER n'a aucun financement pour cette activité et nous envisageons de nous retirer du comité de pilotage au cours de l'année 2013, si la FAO en devient membre formellement.

3. INTER-RESEAUX

AGTER est devenu membre d'Inter-Réseaux en 2011. AGTER a contribué à plusieurs publications de la plate-forme en 2012 directement (Merlet, Michel, et Jamart, Clara, Grain de sel n°57, janvier-mars 2012) ou en apportant des compléments à des écrits signés par d'autres (« Les organisations de producteurs face aux pressions foncières en Afrique de l'Ouest », Note de synthèse Souveraineté alimentaire n° 4 publiée en janvier 2012).

VI. Outils permanents de diffusion et de communication

A. Réunions thématiques d'AGTER

Cinq réunions thématiques ont été organisées en 2012 :

- RT#22, le 22 mars 2012 : **Discussion autour de l'ouvrage d'Etienne Le Roy *La terre de l'autre, une anthropologie des régimes d'appropriation foncière***, co-organisée avec le Comité technique Foncier et Développement

Avec, Etienne Le Roy, Professeur émérite d'anthropologie du droit à l'Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne où il a dirigé le Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris de 1988 à 2007, Jean-Pierre Chauveau, socio-anthropologue, directeur de recherche émérite à l'IRD associé au CEAF, Gérard Chouquer, historien au CNRS, secrétaire de l'association FIEF, Joseph Comby, économiste et urbaniste, consultant indépendant, Philippe Lavigne Delville, socio-anthropologue, chercheur à l'IRD sur la production des politiques foncières (UMR GRED) et Michel Merlet, AGTER.

- RT# 23, le 2 avril 2012 : **Sécurisation foncière des agriculteurs familiaux en République démocratique du Congo (RDC) : Le Forum des Amis de la Terre et l'élaboration de normes locales et nationales concertées**

Avec Simplex Malembe Kambale du Forum des Amis de la Terres (RDC) et Isabelle Manimben du CCFD Terre solidaire.

- RT# 24, le 17 septembre 2012 : **L'accaparement des ressources naturelles au Cameroun**. Une rencontre-débat avec Samuel Nguiffo, secrétaire général du Centre pour l'Environnement et le Développement du Cameroun (CED), à partir de l'analyse du giga-projet de plantation de palmiers à huile d'Herakles Farms.
- RT# 25, le 26 septembre 2012 : **Les processus d'éviction accélérée des agriculteurs familiaux dans le monde et l'enjeu global de la création d'emploi à l'horizon 2050**. Rencontre-débat avec Henri Rouillé d'Orfeuil, Ingénieur agronome et docteur en économie, président de la fédération française de la finance solidaire (Finansol) et de la plate-forme d'organisations de solidarité internationale françaises Coordination Sud, respectivement de 1998 à 2004 et de 2001 à 2008, membre de l'Académie d'agriculture.
- RT# 26, le 3 octobre 2012 : **50 ans de changements agraires en Ethiopie : des réformes agraires aux accaparements de terres à grande à échelle**. Rencontre - débat avec Dessalegn Rahmato, fondateur du Forum for Social Studies, directeur de recherche à l'Institut de Recherche sur le Développement à l'Université d'Addis Abab jusqu'en 1997.

Chaque réunion thématique a réuni entre 15 et 30 personnes. Elles ont quasiment toutes pu être retransmises en direct par internet au moyen d'un dispositif sommaire de diffusion en « streaming » et elles ont donné lieu à la production d'une synthèse vidéo déjà visible sur le site de l'association ou à paraître courant 2013.

B. Bulletin d'information et liste d'invitation aux réunions thématiques

Le bulletin occupe une place centrale dans le dispositif de diffusion d'informations d'AGTER. Nous continuons à enregistrer une progression régulière du nombre d'inscriptions, qui sont effectuées par enregistrement des personnes intéressées sur le site. Le nombre d'inscrits à la liste francophone est de très loin le plus élevé avec 1570 abonnés fin 2012, alors que les abonnés à la liste en espagnol et à la liste en anglais n'étaient à la même période respectivement que 227 et 138.

Quatre bulletins d'information ont été diffusés en 2012, les 2 février, 28 mars, 8 juin et 18 septembre. Les éditoriaux ont été rédigés par différents membres d'AGTER. Le bulletin se limite à informer les abonnés des nouveaux articles et des nouvelles vidéos disponibles sur le site dans les trois langues. Fin 2012, 1174 personnes s'étaient par ailleurs inscrites sur la liste de diffusion d'invitation aux réunions thématiques. Cette invitation est aussi le plus souvent retransmise par d'autres organisations, comme par exemple par l'IEDES, ce qui en démultiplie l'audience.

C. Sites internet de l'association

1. Site Ressources www.agter.org

Aucun travail n'a été effectué en 2012 sur le site ressources, qui reste toujours en construction, faute de moyens et de bénévoles ou de membres disposés à investir du temps pour sa finalisation. Le projet sera repris en 2013, avec une inauguration formelle que nous souhaiterions pouvoir faire au 4^e trimestre.

2. Site de l'association AGTER www.agter.asso.fr

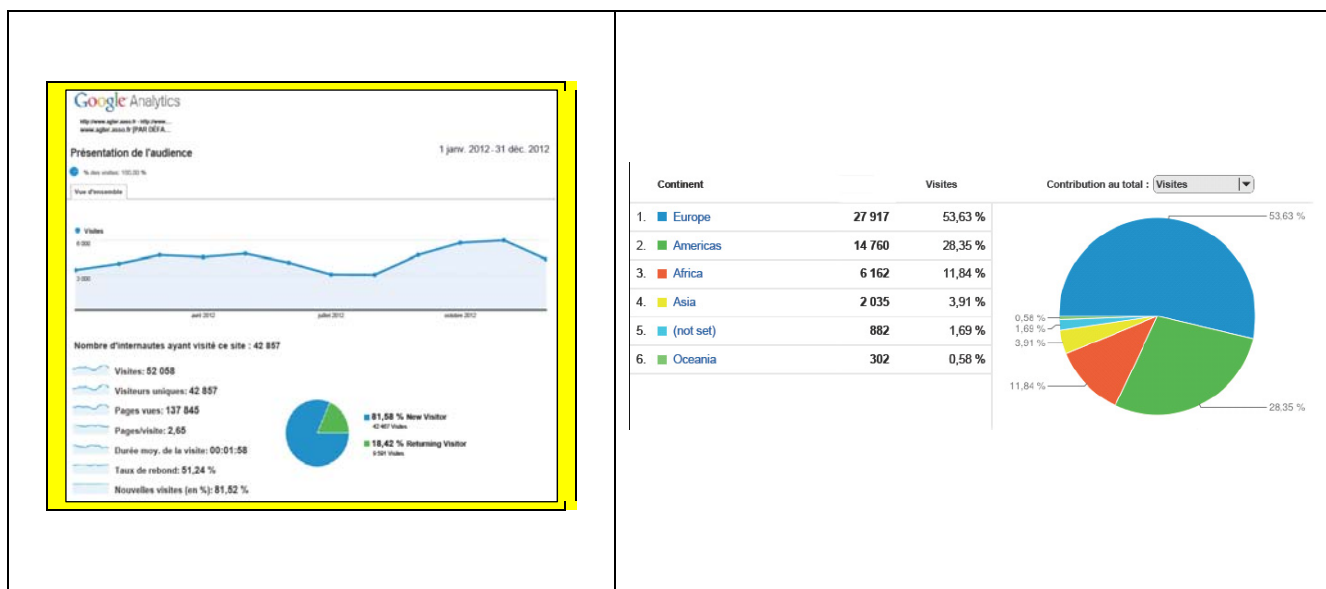
Michel Merlet a continué d'assumer en 2012 le suivi et l'essentiel de l'alimentation du site.

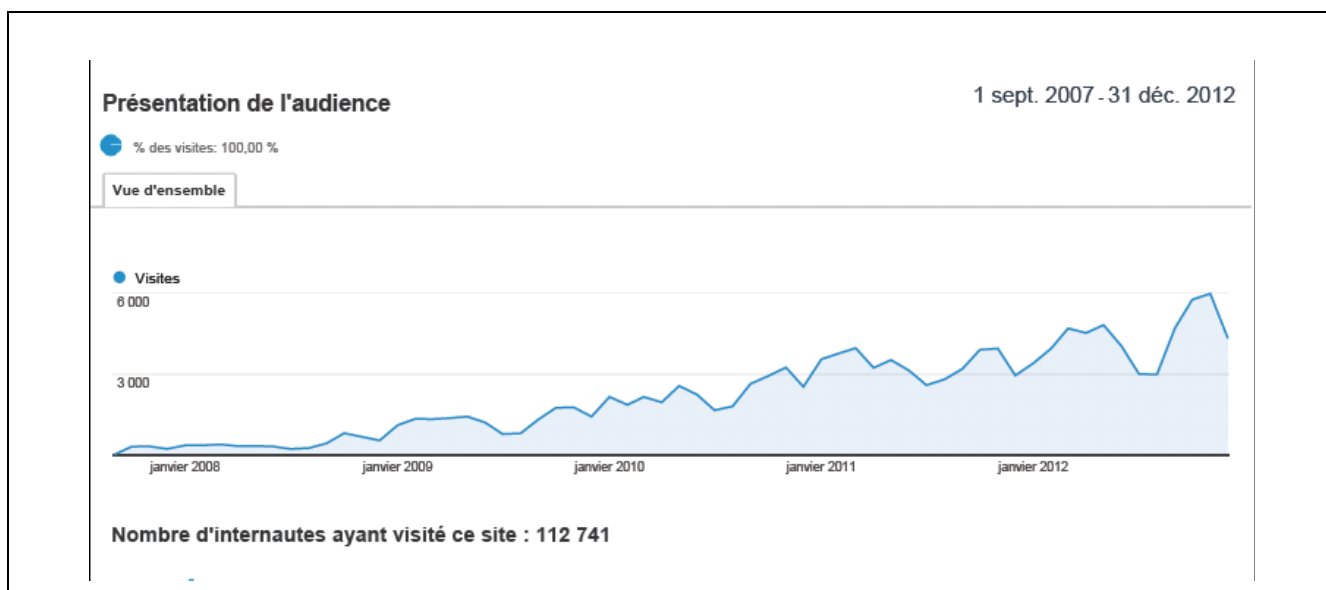
La fréquentation du site www.agter.asso.fr a continué à augmenter en 2012 (52 058 visites soit +24% par rapport à 2011, 133 845 pages vues soit +6% par rapport à 2011). Le nombre de visites par mois a dépassé pour la première fois les 5 000 au quatrième trimestre 2012.

La part des accès depuis l'Europe a continué à diminuer par rapport à l'année antérieure, passant de 58% à 54%. Le pourcentage de visite depuis l'Amérique a augmenté, passant de 24% à 28%. Celui des visites depuis l'Afrique et l'Asie est resté pratiquement constant.

Les visites provenant de sites référents, où des liens pointent vers le site d'AGTER restent extrêmement minoritaires. La reprise de l'article du site d'AGTER contenant les enregistrements de la table ronde des journées de l'Histoire à laquelle M. Merlet avait participé sur le site de cet événement a généré un certain nombre de visites nouvelles.

Certains articles, comme le manuel de cartographie élaboré par Denis Pommier et Noémi Gonda, ainsi que les articles concernant les différents types de biens de Pierre Calame ont été visités par un nombre très important d'internautes.





D. Communication en direction des membres

La communication en direction des membres s'est malheureusement limitée à l'envoi de la newsletter et des invitations aux réunions thématiques. L'annuaire des membres, lancé comme première étape pour une meilleure connaissance mutuelle, n'a pas été actualisé. Il devait par la suite être complété par d'autres initiatives pour générer une réelle dynamique de réflexion collective et d'implication des membres dans les activités de l'association. Cet état de fait est directement lié à contraction des ressources budgétaires de l'association et donc du temps de travail salarié à sa disposition. L'animation du réseau est une des dimensions de son activité qui a le plus pâti de cette situation.

E. Publications à l'actif des membres d'AGTER en 2012

Nous ne reprenons pas ici les fiches des dossiers en cours de finalisation sur les politiques foncières agricoles en France ni sur la gouvernance des forêts au Guatemala et au Cameroun qui ont été aussi publiées en 2012 sur le site web d'AGTER.

1. Articles

Appropriations des terres à grande échelle

- Merlet, Michel, « Investissement, mot magique mais mot piège », revue *Grain de Sel* n°57, Janvier-mars 2012, Inter-réseaux, et version longue sur le site www.agter.asso.fr ; (version anglaise publiée en août 2012 sur ce même site et sur le site de GRAIN, grâce à une traduction bénévole de GRAIN).
- Perdriault, Mathieu, « Banque mondiale. L'intérêt croissant pour les terres agricoles peut-il apporter des bénéfices durables et équitables ? », (note de lecture. Revue *Afrique Contemporaine*, n° 238) janvier 2012.
- Merlet, Pierre et Bastiaensen, Johan. IOB (Université d'Anvers, Belgique), AGTER. «Struggles over property rights in the context of large-scale transnational land acquisitions. Using legal-pluralism to re-politicize the debate », mai 2012.
- Roux, Hélène, « Honduras : les conflits agraires s'aggravent dans la région de l'Aguán » AGTER, 9 mai 2012.
- Merlet, Michel, « Accaparements fonciers à l'échelle mondiale et devenir de la petite paysannerie » Communication à l'Académie d'Agriculture de France. 13/06/2012 ; « Agrobusiness et petite paysannerie : concurrences et complémentarités ». Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture. Vol 98 # 3. Nov. 2012.
- Perdriault, Mathieu, « L'accaparement des terres agricoles dans le monde », revue *Silence*, n°405, octobre 2012.
- Rakotondrainibe, Mamy, « Madagascar. Actualité de la question foncière », AGTER, décembre 2012.
- Farris Mulleta, Fantu, « International Guidelines: solutions to problems underlying large-scale land deals? A critical review of the World Bank, FAO and Rights-based guidelines on large-scale land transfers », AGTER, décembre 2012.
- Rouillé d'Orfeuil, Henri, « L'emploi agricole, un défi historique », AGTER, décembre 2012.
- Perdriault, Mathieu, « Large Scale Land Grabbing : The Role of Multinational Firms », AGTER, juin 2012 (traduction par

Ingeborg Gaarde de la version intégrale d'un article publié en 2011 par *La Tendencia* - Équateur).

- Merlet, Michel, « Poverty, Hunger and agricultural investments. Keys to understanding the current phenomena of land and natural resource appropriation and concentration around the world », AGTER, août 2012 (traduction par Levi E. Johnson de l'article publié par la revue *Nature et Progrès* en novembre 2011).
- Merlet, Michel. « Pobreza, hambre e "inversiones" agrícolas » Déc. 2012. Revue espagnole *Tiempo de Paz* # 106.

Politiques foncières rurales et nouvelles formes d'accès à la terre en Europe

- Politiques foncières agricoles en France après 1945. Les dossiers d'AGTER (version prov.), sept. 2012, 16 fiches
- Fraticelli, Marta, « La cooperativa Agricoltura Nuova. Étude de cas. Italie, Rome. », Agriculture citoyenne : nouvelles formes d'accès solidaire à l'agriculture et à la terre en Europe. Projet Coordonnée par Forum Synergie et Terre de Liens en anglais. Publication en français dans la collection Les études d'AGTER, AGTER, mai 2012.

Eau agricole

- Ruf, Thierry, « Des forums de l'eau contrastés en 2012 : le pas en arrière du forum officiel, le pas en avant du forum alternatif », AGTER, mars 2012
- Calcina, Claudia, « Equateur. Spoliation de l'eau. Présentation synthétique de l'étude coordonnée par Antonio Gaybor, Forum des Ressources en Eau, mai 2008 », AGTER, février 2012
- AGTER, AVSF, CCFD-Terre-Solidaire, GRET, « Garantir l'accès à l'eau pour les paysanneries du sud », Notes de la C2A, Coordination Sud (versions espagnole et anglaise)
- AGTER, AVSF, CCFD-Terre-Solidaire, GRET. Rédacteur Céline Alaverdian. Pour une justice sociale de l'eau : garantir l'accès à l'eau aux agricultures familiales du Sud. Rapport de la C2A Coordination Sud, juillet 2012. 68 p. (version anglaise également publiée en 2012)

Politiques foncières dans les pays du sud

- Jamart, Clara, « Le Code rural du Niger. Une expérience unique de gouvernance du foncier agropastoral », revue *Grain de Sel* n°57, Janvier-mars 2012, Inter-réseaux ;
- Laforge, Michel, « Ecuador, un paradiso fiscal rural ? », mai 2012 (publié initialement en décembre 2011 par *lalineadefuego*) ;
- Laforge, Michel, « La revolucion ciudadana ecuatoriana confrontada a al tiema dela tiera, mai 2012 ;
- Comby, Joseph, « La sécurité des riches au prix de l'insécurité des pauvres », extraits de l'article « Sécurisation foncière" dans les pays du sud : les limites du cas malgache » publié dans la revue *Etudes Foncières* n° 158, 2012 ».

Gouvernance de la terre et des ressources naturelles (général)

- Merlet, Michel, « Los derechos sobre la tierra y los recursos naturales » (traduction en espagnol de l'une des « Fiches pédagogiques pour comprendre, se poser les bonnes question et agir sur le foncier en Afrique de l'Ouest » éditées en 2011 par un partenariat d'organisations constitué autour du comité technique « Foncier et développement des acteurs de la coopération). AGTER, 2012.
- Merino, Leticia, « Remembering Elinor Ostrom », juillet 2012
- Caminha Barros, Ludmila, « The process of changing the brazilian forestry code » (version anglaise d'un article publié en octobre 2011, traduction : Jesse Rafert)

2. Vidéos

Synthèses vidéos de réunions thématiques AGTER

- RE#22 : Discussion autour de l'ouvrage d'Etienne Le Roy *La terre de l'autre, une anthropologie des régimes d'appropriation foncière*.
- RT# 23 : Sécurisation foncière des agriculteurs familiaux en République démocratique du Congo (RDC) : Le Forum des Amis de la Terre et l'élaboration de normes locales et nationales concertées. (traduction en espagnol des interventions grâce à la contribution bénévole de Mayte Urbano).
- RT# 25 : Les processus d'éviction accélérée des agriculteurs familiaux dans le monde et l'enjeu global de la création d'emploi à l'horizon 2050. Rencontre-débat avec Henri Rouillé d'Orfeuil

Autres

- Conférence de Jose Bové et Serge Fortier. « Les spoliations des communautés rurales et maritimes liées aux projets miniers et

d'infrastructures. Le cas des gaz de schistes en France et au Québec. », Rencontres Gardarem la terre et la mer, Nant (Larzac, France) du 14 au 17 juillet 2011, janvier 2012

VII. ANNEXE.

Principales organisations avec lesquelles AGTER a collaboré en 2012 (liste non exhaustive)	
<p>En France</p> <p><u>Institutions gouvernementales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère des Affaires Étrangères et Européennes - Ministère de l'Agriculture - Agence Française de Développement (AFD) - Comité Technique Foncier et Développement - Agence des Services et Paiement (ASP) <p><u>ONGs, bureaux d'études</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - GRET - Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) - Oxfam France - Action Aid - CCFD - Terre Solidaire - Peuples Solidaires - Coredem - Ritimo - Terres d'Europe Scafr - Terre de liens - Frères des Hommes - Sherpa <p><u>Organisations Paysannes et institutions liées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Confédération Paysanne - AFDI - FNSEA <p><u>Consortiums</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - CRID - Coordination Sud (Général et C2A) - Inter-réseaux - Rendez - vous de l'histoire de Blois <p><u>Institutions de recherche et d'enseignement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - AgroParisTech - Supagro Institut des Régions Chaudes - IEDES, La Sorbonne Paris 1 	<p>En Europe</p> <ul style="list-style-type: none"> - Institute of Social Studies (Pays-Bas) - CERAI (Espagne) - Forum Synergie - SOS Faim Luxembourg - ASTM Luxembourg - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (Allemagne) <p>En Afrique</p> <ul style="list-style-type: none"> - CED Centre pour l'environnement et le développement du Cameroun - Coopérative agro-forestière de la tri-nationale (Cameroun) - Hubrural (Afrique de l'Ouest) - Collectif de défense des terres malgaches - Code Rural du Niger <p>En Amérique Latine</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ut'z Che Asociación de bosques comunitarios (Guatemala) - ACOFOP Asociación de comunidades forestales de Peten (Guatemala) - CEEC et EER (Universidad La Havana) (Cuba) - CEPES (Pérou) <p>Aux USA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fondation Ford (USA) - Rights and Ressources Initiatives RRI (USA) <p>International</p> <ul style="list-style-type: none"> - International Land Coalition - Land Portal - FAO - FIDA - GRAIN - Comité de la Sécurité Alimentaire CSA - Université internationale Terre Citoyenne

Nogent sur Marne, 11/04/2013, Rapport activités 2012_AG.doc